

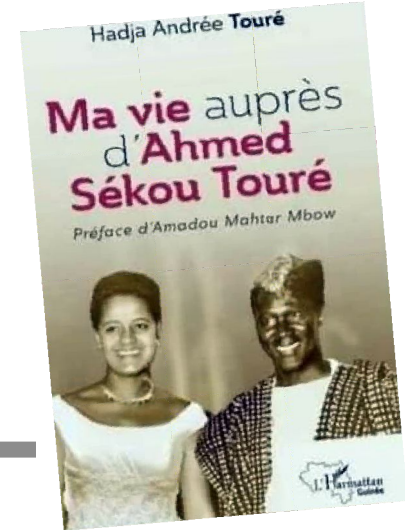
Les séismes politiques en Afrique La fin d'un cycle !

Par Bah Oury, président de l'Udrg. Pages 2,3&4



Vient de paraître Ma vie auprès d'Ahmed Sékou Touré

Cet ouvrage est de l'ancienne Première dame de la République, Hadja Andrée Touré, veuve du père de l'indépendance guinéenne. Il est disponible aux Editions L'Harmattan Guinée. Page 8



le populaire

Edition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°895 • MARDI 3 OCTOBRE 2023 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

VITE DIT ...

Les principaux présidentiables toujours exilés

Page 4



Route Kankan-Mandiana Ces belles annonces de Guiter

La construction de la route Kankan-Mandiana est un projet salutaire. Sa mise en route est le résultat de la volonté de l'Etat guinéen de désenclaver cette riche et dynamique localité qui, avec Tougué, forme le duo des zones dont les principales voies d'accès sont difficilement franchissables par les usagers de la route. Ce, depuis le début de l'indépendance en 1958. Mais qu'en est-il des déclarations et promesses formulées, par l'entreprise Guiter SA dirigée par M. Ansumane Kaba (sur la photo), dans le sens de livrer la route aux bénéficiaires - dans les délais impartis - depuis le lancement des travaux en 2014 ? Enquête. Page 5

leadership

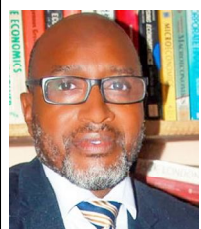
Guinéens de France



L'AJGF a renouvelé ses instances dirigeantes

A l'occasion de son Assemblée générale tenue à la Maison des associations à Paris, en France, l'Association des jeunes guinéens de France (Ajgf) a renouvelé son bureau pour un mandat de deux ans. Page 6

Sur le chemin de la Guinée unissant les histoires avec la Sierra Leone



Par Thierno Mohamadou Diallo, enseignant-chercheur, doctorant et chargé de cours spécialisé en gouvernance, gestion du secteur public et études de développement à l'Université de Sierra Leone. Page 7



la Semaine de l'Indépendance

Du 28 septembre au 03 octobre 2023

sur l'ensemble du territoire national et dans les représentations diplomatiques de la République de Guinée

S'inspirer du passé pour Construire le futur Ensemble

Confidences PUBLIQUES



Campagne contre la polio débute ce 6 octobre

«Du 6 au 9 octobre, une campagne de vaccination porte à porte contre la poliomyélite est organisée» en faveur des enfants. Les parents sont appelés à présenter leurs «enfants de 0 à 5 ans aux agents vaccinateurs».



Dr Makalé Traoré pour la «dépolitisation de l'environnement de l'enseignement»

Au lancement de la série de conférences liées à la Semaine de l'indépendance autour du thème central: «S'inspirer du passé pour construire le futur», dans la salle des congrès du Palais du peuple, Dr Makalé Traoré (sur la photo), a évoqué la question de la «dépolitisation de l'environnement de l'enseignement». A cet effet, elle déclaré en sa qualité de panéliste, qu' «aujourd'hui, nos enfants entrent très vite dans la politique, parfois sans être formés et sans avoir une compétence professionnelle et même sans avoir fini le cycle universitaire». Dr Traoré estime qu'il s'agit-là d'«un problème pour l'avenir de notre pays». Son souhait est que cela change.

Document/ Par Bah Oury, leader de l'Udrg

Les séismes politiques en Afrique : La fin d'un cycle !

Cette tribune est signée par Bah Oury, président de l'Udrg. Un banquier de carrière et leader politique dont la voix compte. Lisez !

La récente interruption du cours normal de l'ordre constitutionnel au Niger, suivie quelques semaines après par la déposition du Président Ali BONGO du Gabon constituent des séismes politiques dont les répliques sont attendues avec anxiété. Ces deux événements inattendus, ont produit des ondes de choc qui se sont propagés sur l'ensemble du continent africain. Les chefs d'Etat africains envisagent en fonction de la nature et de la spécificité de leur gouvernance, des palliatifs ou des réajustements organisationnels pour se prémunir de cette vague déstabilisatrice. Hormis la RDC et la RCA les pouvoirs en Afrique Centrale sont marqués par une longévité rare dans le monde. Par contre l'Afrique de l'Ouest en dépit des pertinentes dispositions des pactes de bonne gouvernance codifiés par la CEDEAO est plongée depuis 2020 dans une série de putschs militaires dans maints pays comme le Mali, la Guinée et le Burkina. Les motivations ne sont pas identiques d'un pays à un autre. Toutefois de fortes similitudes existent entre le Mali et le Burkina.



Bah Oury est président de l'UDRG (Union des démocrates pour la renaissance de la Guinée). Ministre de la Réconciliation nationale en 2018, il est membre fondateur de l'Ufdg (Union des forces démocratiques de Guinée), dont a été exclu en 2016. (© DR)

Il est crucial de cerner les origines de la multiplication de l'intervention sur la scène politique des forces de défense et de sécurité. Une analyse globalisante est hasardeuse car les facteurs internes sont les principaux leviers sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour rendre intelligible des bouleversements sociaux inédits et complexes. Néanmoins des liens de causalité proches se retrouvent dans la plupart des pays africains en déliquescence institutionnelle. Cette esquisse d'analyse a pour objet de mettre en éclairage ces lignes de fonds qui parcourent pratiquement

l'ensemble du continent du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest.

La fin du cycle issue des conférences nationales souveraines

A partir du milieu de la décennie des années 80, le monde a connu de profonds bouleversements qui ont redistribué les cartes géostratégiques. Elles ont fait triompher des valeurs néo-libérales d'un côté et qui paradoxalement ont fait émerger par-ci et par là des courants d'idées néo-conservatrices, messianiques et d'extrémismes religieux. L'éclatement de l'Union Soviétique, le reflux des

références marxistes, les dé-sillusions communistes et les pertes d'influence des partis dits progressistes ont favorisé le recours aux conforts identitaires rejetant ainsi les valeurs universalistes qui peu ou prou sont assimilées à l'occident. C'est dans ce contexte qu'intervient la vague des conférences nationales souveraines qui ont été des catharsis pour changer le mode de gouvernance des Etats qui auparavant étaient régis par le parti unique ou le parti-Etat. Cette évolution en douceur a remis en cause la suprématie du système politique de type parti unique.

Suite à la page 3

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18 /01/02

Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896

lepopulaireconakry@gmail.com

Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com

Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER
Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo: tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 625 73 93 96

TIRAGE 1 500 exemplaires

VG
VISION GUINÉE

www.visionguinee.info

Tél.: 00224 664 93 14 04

00224 628 32 85 65

00224 656 27 36 91

contact@visionguinee.info

Siège social: 2e étage
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée

GUINEESIGNAL
L'information Libre et indépendante
www.guineesignal.com

www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com

+224 625 130 505

+224 666 080 606

Notre but: livrer l'information réelle en temps réel.
Notre ligne de conduite: L'éthique et la déontologie.

VERITE224
Toutes les infos en direct sur la Guinée

www.verite224.com
Toutes les infos en direct
sur la Guinée

Suite de la page 2

L'instauration du multipartisme intégral, l'adoption de constitutions qui consacrent la séparation des pouvoirs, la proclamation du respect des droits de l'homme, la reconnaissance de la primauté du droit et l'organisation des élections au suffrage universel par des organes de régulation neutres et impartiaux dénommés (CENI ou CENA) furent adoptés avec enthousiasme.

A l'aune de l'épreuve des nouveaux processus électoraux, le désenchantement gagna peu à peu les opinions africaines. Les pratiques héritées de l'expérience des partis uniques subvertirent dans les faits la règle multipartite à quelques exceptions près.

En effet les Etats anglophones s'illustrèrent avec plus de réussite en expérimentant aussi bien l'alternance politique au sommet de l'exécutif que la limitation des mandats à deux pour la même personne. Ceci a induit une relative stabilité institutionnelle de pays comme le Ghana et le Nigeria. Par contre les Etats francophones à l'exception du Sénégal furent dans les faits rétifs aux changements. Les élections servirent à asseoir davantage des pratiques de confiscations de la souveraineté du peuple empêchant ainsi de facto une dévolution du pouvoir de manière démocratique.

Les institutions issues de ces processus furent ainsi fragilisées car manquant de légitimité et par conséquent d'autorité. Les méthodes coercitives et répressives furent alors la panacée pour dompter et étouffer les revendications des populations. **La démocratie tant rêvée et chantée ne fut pas au rendez-vous.**

Et le développement, un lointain horizon

L'illusion de croire qu'il suffit d'adopter les appareils de la démocratie pour parvenir à construire le développement s'est révélée à l'aune de la durée, une véritable utopie. C'est un lointain écho des croyances du début des indépendances pour justifier l'instrumentalisation du système parti unique comme moteur de développement économique et de facteur d'intégration nationale.

Il est vrai que le discours de la Baule au 16ème sommet Franco-Africain en juin 1990 du Président François Mitterrand avait contribué à entretenir l'idée « *il ne saurait y avoir de vrai développement sans démocratie* ». Or la décennie des années 90 est influencée par le postulat de l'historien américain Francis Fukuyama, développé dans « *la fin de l'histoire et le dernier homme* ». Celui-ci estime que la démocratie libérale avec la primauté de la liberté de la règle du marché a vocation à s'implanter dans toutes les sociétés sans exceptions. Cette vision du monde triomphante n'a pas pris en compte les particularités et les spécificités des différentes aires géographiques et humaines du monde. Le continent africain durement éprouvé par les sécheresses des années 70 et 80 passait aussi sous les fourches caudines des institutions de Bretton-Woods, FMI et Banque Mondiale avec les politiques d'ajustements structurels pour équilibrer leur balance de paiements. Le processus de démocratisation s'est accompagné

de politiques drastiques d'austérité sur le plan économique et social. Les investissements sociaux furent réduits au strict minimum. Le dégraissage des fonctions publiques jeta des milliers de fonctionnaires dans le chômage car l'Etat était le principal employeur national. Les appels à la promotion de l'investissement privé par la création des PME-PMI furent inaudibles car l'esprit d'entreprise ne peut pas être décrété par un claquement des doigts. De cette politique découla l'éclipse de l'Etat dans maints secteurs assurant peu ou prou le rôle de filets sociaux. Des séries de privatisations furent florissantes notamment au niveau de l'école et de la santé. Les programmes de réduction de la dette à travers l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPTE) permettant d'affecter aux secteurs sociaux et aux infrastructures les montants dédiés aux remboursements de la dette ne furent pas satisfaisants en dépit de leurs caractères novateurs. En réalité, il était nécessaire d'injecter dans l'économie des finance-

« *Plan Marshal* » pour doper les investissements publics et assurer la modernisation des moyens de production. C'est ainsi qu'au lieu de la réduction de la pauvreté et de l'impulsion du développement le continent africain s'est retrouvé ruiné et en proie à l'aggravation des menaces sur la fiabilité des Etats. En effet de 1990 à 2022 le PIB moyen de l'Afrique Subsaharienne est 3,6 % avec un taux de croissance démographique pour la même période de 3 %. Cette croissance économique atone est insuffisante pour répondre aux besoins fondamentaux d'une population de plus en plus jeune et nombreuse.

Une période marquée par l'aggravation des inégalités et des risques

Le coefficient de Gini qui mesure le niveau d'inégalité sur le revenu pour une population donnée est de l'ordre 0,45 pour l'Afrique Subsaharienne alors que la moyenne mondiale est 0,38. Cet indicateur exprime la concentration de la richesse nationale entre une fraction marginale de la population. La conjonction de la pauvreté et des inégalités accentue la fracture de la société entre riches et pauvres.

Par ailleurs, les politiques de désengagements de l'Etat ont encouragé les privations des moyens de production par les détenteurs du pouvoir politique pour leur propre compte. Ces phénomènes « *d'appropriation des biens étatiques* » ont renforcé l'émergence d'une logique prédatrice au sein des sphères dirigeantes des pays. A l'aune de la durée, les compétitions politiques s'avèrent ainsi dans la plupart des cas, être une lutte pour obtenir des postes afin d'accéder aux richesses publiques.

Ceci justifie que le processus politique des trente dernières années n'a ni consolidé les bases démocratiques des sociétés africaines et ni réussi à enclencher de manière effective et durable le développement économique et social.

Tout au contraire l'espace politique s'est mué en un champs clos de conflits fratricides, ethno-stratégiques et violents.

Suite à la page 4



Le coefficient de Gini qui mesure le niveau d'inégalité sur le revenu pour une population donnée est de l'ordre 0,45 pour l'Afrique Subsaharienne alors que la moyenne mondiale est 0,38. (© DR)

Ils ont dit



François Louncény Fall, ancien Premier ministre, actuel leader de parti politique dénommé UNPG (Union nationale des patriotes de Guinée), sur son compte X (Twitter), à propos de la célébration du 28 septembre 1958: «La date du 28-septembre rappelle un moment historique pour notre pays. Le choix historique du Non du Peuple de Guinée à la domination coloniale restera à jamais gravé dans la Mémoire collective de toute l'Afrique. Le 28 Septembre 1958 restera l'ADN de la Guinée.»



Colonel Mamadi Doumbouya, déclaration sur la journée du 28 septembre 1958: «En ce jour anniversaire du 28 septembre qui marque le Non de la Guinée au référendum sur la Communauté française, je tiens à magnifier le combat de nos devanciers qui, aspirant à la liberté et au droit à l'autodétermination, ont de par leur lutte, pu se libérer du joug de l'ancienne puissance coloniale. Je rends un vibrant hommage à ces héros qui ont su écrire cette belle page de l'histoire de la Guinée, notre héritage commun, ces pères de notre indépendance qui ont semé dans nos veines les graines de la dignité, faisant de nous un peuple qui s'attache à son pays, à la terre de ses ancêtres. En ce jour de recueillement, j'invite chaque fille et fils de la Guinée à enseigner le pardon, à entretenir la culture du dialogue et du vivre-ensemble pour conjurer à jamais le spectre de l'intolérance dans notre maison commune.»

Guinea News
www.guinafnews.org
Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique en Guinée et dans certains pays francophones d'Afrique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahim Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.

Afriquotidien.com
www.afriquotidien.com
Site web d'informations générales et d'analyses basé en de Guinée. info@afriquotidien.com
Service commercial : +224 620 56 67 45.

LoupeGuinee.com
L'info dans toute sa dimension
www.loupeguinee.com
L'info dans toute sa dimension
Site d'informations générales
+224 664 37 96 20/ 623 81 32 02
onetopic84@gmail.com

MEDIA GUINEE .com
www.mediaguinee.org
Site d'informations générales fondé en 2010.
Adresse: Bonfi - Conakry
+224 622 29 05 65
mediaguinee@gmail.com

www.focusguinee.info
FOCUS GUINEE
Site d'informations Générales et d'Analyses

CONAKRY LIVE
www.conakrylive.info
Site d'informations, d'investigations et de promotion de la Guinée
www.conakrylive.info

wondima.com
Lisez et faites lire
www.wondima.com

Guinée28.info
Lansanaya barrage, Matoto, Conakry.
+224 624249398 – 656924162 – 666392909
Email : alfaguinee28@gmail.com
Facebook: https://www.facebook.com/Guinee28
www.guinee28.info

Vite dit ...

Les principaux présidentiels toujours exilés

Àu moment où l'affaire portant sur le protocole d'accord signé entre le ministère de l'Économie et des Finances, la Banque centrale de la République de Guinée et les banques privées portant sur le fonds de 5 mille milliards de francs guinéens est sous les feux de la rampe, tout comme le contenu du pré-projet de constitution à soumettre au vote des Conseillers du CNT avant l'étape du référendum, nous célébrons l'An 65 de l'indépendance sans la présence à l'intérieur du territoire national guinéen du principal leader politique actuel, Cellou Dalein Diallo, et son challenger de toujours Sidya Touré. Tous forcés par les circonstances de l'enracinement du régime du Colonel de prendre la décision de résider dans les pays voisins afin de participer sans répit au débat politique aux niveaux local, national et international. Cette évidente réalité ne devrait pas exister sous le soleil du Colonel et au regard des textes de la Charte de la transition en vigueur. Le discours du 21 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU et le message à la Nation de ce 2 octobre auraient aidé à ouvrir la voie du retour au pays à ces deux principaux poids lourds du ring politique national et instaurer une situation apaisée dans le cadre du dialogue inclusif préalable au bon déroulement du fameux chrono de la transition avalisé par la Cédéao en 2022. Le Colonel et ses hommes devraient rectifier le tir à l'occasion du prochain message du Nouvel An 2024. Les rédacteurs du discours ne doivent pas du tout ignorer cette condition *sine quo non* du *Vivre-ensemble* cher au Colonel. C'est mon avis. J'ai dit. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

An 65 de la Guinée «Construire le futur ensemble»

La Guinée a 65 ans. A la veille du 2 octobre, le chef de l'Etat, président de la Transition, et président de la République, a souhaité dans un discours à la nation, publié dimanche 1er octobre 2023, «une très bonne fête» aux Guinéens.

Le colonel Mamadi Doumbouya a salué les «anciens combattants ainsi que tous les compagnons de l'indépendance» et rendu «hommage à tous nos devanciers, illustres ou anonymes, qui nous permettent aujourd'hui de

célébrer cette indépendance pour laquelle plusieurs d'entre eux ont consacré leurs vies et consenti d'énormes sacrifices.»

La célébration du 65ème anniversaire de l'accession à la souveraineté nationale a été l'occasion d'un imposant défilé des Forces de défense et de sécurité à Kaloum et d'une grandiose cérémonie dans les lieux publics à Conakry et dans les localités des autres villes du pays.

«Cette fête nous rappelle et galvanise notre fierté, notre dignité comme en ce jour du 2 octobre 1958», a déclaré le Colonel Doumbouya au pouvoir depuis le coup d'Etat le 5 septembre 2021.

Le thème central du 65ème anniversaire de l'indépendance est: «S'inspirer du passé pour construire le futur ensemble». ■

(Lire aussi page 11)

Par Gordio Kane



GROUPE SCOLAIRE THIERNO MACKA BARRY

Un nouveau cadre d'Enseignement et d'apprentissage pour vos enfants de la 7ème année à la Terminale:

Le Groupe scolaire Thierno Macka BARRY est situé à Taouyah sur la Corniche nord, en face de la concession de la famille Feu Toumani SANGARÉ.

Un cadre confortable, dans un environnement idéal pour les élèves de faire des brillantes études, sous la direction d'encadreurs de grande expérience.

Les inscriptions se font tous les jours de : 09h à 17h.

Contacts: +224 664 29 31 45 / 622 26 27 03 / 625 21 64 35
BP: 3176 Conakry / Email: groupescolairethiernomackabarr@gamil.com

Suite de la page 3

Les élections multipartites, les références à la démocratie et à l'Etat de droit ne sont alors qu'une fine enveloppe pour masquer les véritables natures des logiques de pouvoir en place.

Le dérèglement climatique, autre facteur de crises

Aux risques et menaces résultants des mauvaises gouvernances politiques, la nature a aussi manifesté ses courroux. Les méfaits du changement climatique notamment sur l'arc couvrant une large bande de territoires de la Mauritanie à l'ouest jusqu'aux confins de la corne de l'Afrique en Somalie ont profondément modifié les modes de vie de dizaines de millions de personnes. Les populations nomades et les éleveurs vivant dans cette bande continentale, sont obligés de descendre davantage au sud pour trouver de l'eau et des pâturages pour le bétail. Cette exode se heurte fatalement aux oppositions des populations sédentaires qu'elles rencontrent. Des guerres pour l'eau et pour des «droits de passage» sont nombreuses et meurtrières. Ce terreau fertile a vu l'émergence et de la prolifération de la délinquance organisée (narcotrafics, contrebandes, pirateries maritimes, etc...). C'est ainsi que cette vaste région est devenue le

sanctuaire des trafics de toutes natures et des mouvements djihadistes armés et terroristes. Ce contexte trouble, a aiguisé les contradictions intercommunautaires notamment entre les éleveurs et les agriculteurs. Or dans cette partie du monde, la pratique de ligne de métiers repose sur des traditions multi-séculaires qui recoupe les appartenances ethniques. C'est ainsi que le Sahel est confronté aux antagonismes ethniques, violents et meurtriers.

De mauvaises réponses à de vrais problèmes : réformer ou périr

A l'exception de quelques rares pays anglophones, les classes moyennes ne se sont pas suffisamment développées. Or celles-ci plus nombreuses et plus fortes sont les véritables porteuses du changement du mode de gouvernance. Ainsi le cycle politique inauguré par l'abolition des partis uniques à partir des années 90 a surtout élargi les bases sociales et politiques d'une culture prédatrice par le biais de la captation des ressources publiques. Les processus dits démocratiques ont ainsi attisé les compétitions pour l'accès et la conservation du pouvoir politique, voie par laquelle il est possible d'acquiescer prestiges, richesses et...impunités. Trois décennies durant, cette pratique politique et de gestion des affaires publiques ont atteint leurs limites objectives

par le renforcement des fragilités et des contraintes structurelles qui entravent le fonctionnement du système. Les mouvements sociaux et politiques de vastes envergures ont été enregistrés dans maints pays africains à partir de 2005 pour protester contre les mauvaises gouvernances et pour exiger des réformes politiques. Ce fut le cas en Guinée dans les périodes 2006-2008 ; et 2019-2020. Il en est de même au Soudan en 2019 et au Mali en 2020. Le printemps arabe de 2011 a démarré en Tunisie pour s'étendre par la suite à l'Egypte et à la Lybie. L'Algérie a été récemment secouée par le mouvement



Bah Oury: «Dans ce contexte où les violences sont systématiquement les recours pour régler les contradictions politiques majeures, les forces de défense et de sécurité deviennent de fait les seules en mesure de stopper les dérives des pouvoirs en place.» (© Le Populaire)

protestataire de plus d'une année en 2019 pour s'opposer à la quatrième candidature au Président Bouteflika. Ces révolutions servirent de justificatifs pour légitimer l'irruption sur la scène politique des Forces de Défense et de Sécurité pour engager des transitions politiques plus ou moins consensuelles. Par contre d'autres Etats comme la Lybie et le Soudan ont sombré dans des guerres civiles claniques meurtrières. Les répressions systématiques, le dévoiement des institutions de la République en une pâle représentation nationale et la docilité des élites tant administratives que militaires ont contribué au blocage de l'espace politique. Dans ce contexte où les violences sont systématiquement les recours pour régler les contradictions politiques majeures, les forces de défense et de sécurité deviennent de fait les seules en mesure de stopper les dérives des pouvoirs en place. Par contre dans certaines zones du continent, des guerres civiles s'installent car la détention des armes de guerre n'est plus une exclusivité de l'Etat. Des forces paramilitaires, des rebellions armées, des bandes criminelles organisées et des djihadistes terroristes écumant alors de vastes territoires devenus des espaces de non-droit et de terreur. La séquestration depuis le 26 juillet dernier du Président

Bazoum par une junte militaire dénommée CNSP est le coup d'Etat de trop dans l'espace CEDEAO. Le plongeon du Niger dans les incertitudes est un danger supplémentaire pour le Sahel. Les armées de cette région avec leurs dérives autoritaires, accentuent les facteurs de la déstabilisation de l'espace Ouest-africain. L'effet domino se propage comme le cancer sur 2,8 millions de Km2 soit une superficie équivalente aux 2/3 de l'Union Européenne. Les risques sont sérieux d'avoir un «Sahelnistan» au cœur de l'Afrique. Ces Etats faillis sont des zones de guerres et de la pauvreté absolue pour plusieurs dizaines de millions de personnes. Les manifestations de la fin d'un cycle politique entamé au début des années 1990 sont évidentes. C'est une période historique dangereuse pour la stabilité et l'existence de maints pays africains dans n'importe laquelle des régions du continent. L'Etat africain est en perdition. Il faut nécessairement réinventer les modes de gouvernance en faisant émerger des politiques publiques centrées sur les besoins fondamentaux des populations pour restaurer : la sécurité, le vivre-ensemble, la paix et la coexistence de cultures, d'ethnies et de croyances. C'est le défi des temps actuels. ■

Conakry le 23 septembre 2023

Par Bah Oury,
Président de l'UDRG

HAUTE-GUINÉE /

Ces très belles annonces de Guiter sur le chantier de la route Kankan-Mandiana

La construction de la route Kankan-Mandiana est un projet salubre. Sa mise en route est le résultat de la volonté de l'Etat guinéen de désenclaver cette riche et dynamique localité qui, avec Tougué, forme le duo des zones dont les principales voies d'accès sont difficilement franchissables par les usagers de la route. Ce, depuis le début de l'indépendance en 1958. Mais qu'en est-il des déclarations et promesses formulées (par l'entreprise Guiter SA dirigée par M. Ansoumane Kaba) dans le sens de livrer la route aux bénéficiaires - dans les délais impartis - depuis le lancement des travaux de construction en 2014 ? Autour de cette question, lisons cette première étape de notre enquête.

Les travaux de bitumage de la route Kankan-Mandiana ont parlé d'eux depuis 2014. Guiter SA a signé un contrat avec l'Etat pour 40 Km à construire entre 2014 et 2016. Selon les premières déclarations de l'entreprise, ce travail a été réceptionné et validé par la mission de contrôle. Sur la première partie, il a été « mis 17 Km de goudron et 5 Km terrassement ».

Pour la deuxième partie, tout a été stoppé ! Selon nos informations, de 2016 à mars 2020, entre Guiter SA et l'Etat, l'on se pose des questions.

A qui la faute ? Mais le plus important est que dans le chaos des annonces contradictoires et des engagements non tenus, l'entreprise Guiter SA est sous le feu des critiques de la population locale pour sa gestion douteuse des contrats routiers en Haute-Guinée. Et pour cause ?

Les dates et les annonces de kilomètres bitumés ne concordent pas dans le temps, suscitant de vives interrogations sur les pratiques de cette entreprise en Haute-Guinée.

Selon les archives du site guineematin.com, tout a commencé le 14 juillet 2019 lorsque les jeunes du quartier de Briquerie à Kankan se sont révoltés contre Guiter SA en raison de l'absence de routes et ont menacé de vandaliser la résidence privée d'Ansoumane Kaba, le PDG de cette entreprise. La colère préfigurait les problèmes à venir.

En octobre 2019, selon le média en ligne 224infos.org,

Guiter SA a invité une certaine presse à Kankan pour annoncer le lancement complet des travaux de bitumage de la route Kankan-Mandiana. Dans la foulée, les responsables de l'entreprise ont promis de réaliser l'ensemble des travaux de la route sans interruption et ont affirmé que 40 km étaient prêts à recevoir le bitume. Cependant, les années suivantes ont montré que ces promesses étaient creuses.

Le 14 mars 2021, guineematin.com rapporte qu'après un accident mortel, les jeunes de Kodiéran, une sous-préfecture située à 60 km de Kankan, se sont révoltés contre Guiter SA pour dénoncer le nuage de poussière provoqué par l'entreprise accusée d'être incapable d'achever les travaux de construction de cette route. Plus de deux ans se sont écoulés depuis cette manifestation, et la

situation n'a pas changé pour cette localité.

Le 8 octobre 2021, Guinee-live.com écrit que le PDG de Guiter SA, Ansoumane Kaba, a annoncé lors d'une conférence de presse à l'hôtel Primus Kaloum que 40 km étaient déjà bitumés entre Kankan et Mandiana. Quelques jours après, le 19 octobre 2021, exactement, on lit sur Guineenews.org que Guiter SA a annoncé que 35 km étaient bitumés, avec un terrassement effectué sur 60 km. Cependant, les réalités sur le terrain ne semblent pas du tout correspondre à ces belles annonces. Il s'agit tantôt de 35km, tantôt de 40km. Qu'est-ce qui est vrai ? Qu'est-ce qui est faux dans ces déclarations faites par voie de presse ?

Les deux annonces, qui n'inquiètent ni Guiter ni l'Etat, ont été faites dans l'intervalle de deux semaines.

En septembre 2022, les usagers du tronçon Kodiéran-Mandiana ont dénoncé l'entreprise Guiter SA pour le mauvais état de leur tronçon et ont menacé de stopper toutes les activités de cette entreprise. La situation est devenue de plus en plus tendue.

Le 18 juillet 2023, Lavoix-dupeuple.info informe que l'actuel ministre des infrastructures et des Travaux publics, Elhadj Gando Barry, a été invité à visiter l'évolution des travaux sur l'axe Kankan-Mandiana. Dans la foulée, Guiter SA annonce que le bitumage de cette route avance rapidement, avec 57 km déjà goudronnés. Cependant, les affirmations antérieures de l'entreprise suggèrent un tableau très différent.

« Nous étions à 14km au moment où le CNRD prenait le pouvoir. Aujourd'hui, nous sommes à 57km », se targue l'entreprise. Quid des promesses et allégations antérieures ?

La question qui se pose est la suivante : qui trompe qui ? Les annonces antérieures étaient-elles simplement des tentatives pour obtenir de nouveaux contrats ? La population locale et le gouvernement méritent des réponses claires à ces questions car dans cette situation rocambolesque, le pouvoir précédent a été floué tout autant que le CNRD actuel.

En ce qui concerne le contrôle des travaux, il y a un problème flagrant. C'est l'entreprise elle-même qui effectue ses propres contrôles, plutôt que de faire appel à une inspection indépendante. L'inspection régionale des Travaux Publics de la Haute-Guinée, basée à Kankan, est mise à l'écart, laissant ainsi la porte ouverte à des pratiques douteuses.

Il est temps que le CNRD et le Gouvernement Gomou fassent un audit exhaustif de cette route qui a reçu un financement complet il y a dix ans environ et qui est toujours inachevée.

Les millions de dollars débloqués méritent d'être utilisés de manière transparente et efficace pour le bien-être de la population guinéenne, au lieu de servir les intérêts d'une entreprise. La vérité doit éclater sur ces pratiques qui affectent non seulement le développement de la région, mais aussi les finances publiques. ■

Par Sambégou Diallo



Les dates et les annonces de kilomètres bitumés par Guiter SA, dont le PDG est M. Ansoumane Kaba (photo), ne concordent pas dans le temps, suscitant de vives interrogations sur les pratiques de cette entreprise en Haute-Guinée. (© SD)

En bref

TRAVAUX PUBLICS
Gando relance

La « relance immédiate des travaux » des chantiers de construction lancés grâce à la transition est au cœur des préoccupations du ministre des Infrastructures et des Travaux publics, Elhadj Gando Barry (sur la photo). Dès la fin de la saison des « fortes pluies », Le lundi 18 septembre 2023, il a demandé à son cabinet de veiller au « suivi des projets de la voirie de Conakry et de l'intérieur du pays ». Ainsi que la remise en état des ponts et les mesures préventives « pour les cas d'effondrement » à Beyla et à Koulé en Guinée forestière. ■

DROITS DE
L'HOMME
L'Association
des Victimes du
régime Alpha
Condé créée

Pour demander justice et réparation, au nom et pour le compte des 260 personnes tuées entre 2010 et 2021 en Guinée ont annoncé, vendredi 29 septembre 2023, la création d'une organisation dénommée AVIPRAC (Association des victimes d'injustice et parents du régime Alpha Condé). L'avocat Thierno Souleymane Baldé affirme que cette action vise à « contribuer à la manifestation de la vérité ».

Avant d'officialiser la liste des membres du bureau exécutif, l'ONG attend d'introduire une demande d'agrément « pour avoir une autorisation d'exercer dans toute la Guinée », précise l'avocat Souleymane Baldé.

« Meurtres, assassinats, complicité de meurtre et d'assassinat, homicide involontaire, coups et blessures volontaires, arrestations, enlèvements, séquestration, torture, destructions et dégradations de biens publics-privés, pillages, vols, agressions sexuelles et viols », sont, entre autres griefs, invoqués par l'AVIPRAC à l'encontre de l'ancien président Alpha Condé et certains membres de son régime. Hors de la Guinée, les États-Unis ont annoncé en décembre 2022, geler les avoirs d'Alpha Condé pour « violation des droits humains ». ■



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit
guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasonry624@gmail.com



www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur www.actuguinee.org
actuguinee.org@gmail.com
<https://www.facebook.com/actuguinee.org/>
Tél.: 622 46 29 29



Les membres de l'Association des jeunes guinéens de France en assemblée générale ordinaire électorale le samedi 2 septembre 2023 à la Maison des associations à Paris, en France. (© AJGF)

L'AJGF a renouvelé ses instances dirigeantes

À l'occasion de son Assemblée générale tenue, le samedi 2 septembre 2023, à la Maison des associations à Paris, l'Association des jeunes guinéens de France (Ajgf) a renouvelé son bureau pour un mandat de deux ans renouvelable une seule fois.

À l'issue de l'Assemblée générale ordinaire électorale organisée, samedi 2 septembre 2023, sous la supervision de

représentants des organisations associatives, des fédérations d'associations et du représentant de l'Etat guinéen à

travers l'Ambassade Guinée à Paris, l'Attaché consulaire Deen Barry. Les candidats en lice se sont exprimés pour dévoiler chacun son programme afin de convaincre l'assistance et les membres du corps électoral sur l'importance de prendre en compte leur projet pour le bonheur de l'Ajgf durant leur mandat. Le scrutin a eu lieu. Le dépouillement des résultats du vote a classé en tête le candidat **Aboubacar Timbo Barry**.

Il est élu président pour un mandat de 2 ans. **Aissatou Souaré** est portée au poste de Vice-présidente. **Benjamin Junior Tonguino** au Secrétariat général. **Djenabou Bah** au poste de Secrétaire chargée des actions culturelles et sportives. **Bilatou Cissé** devient secrétaire chargée des affaires sociales, étudiantes et de la promotion féminine. **Siba Koivogui** garde la Trésorerie. Comme les précédents bu-

reaux exécutifs de l'Ajgf, la nouvelle équipe se tient comme un seul homme pour réussir sa mission.

Son objectif est de se réinventer et s'adapter aux réalités de l'évolution sociétale pour faire avancer davantage l'association, tout en gardant le dynamisme et l'attractivité chers à l'AJGF et aux membres de la communauté diasporique. ■

Par Ahmed Tidiane Diallo



VOTING SMS



| | | | | | |
|--|---|--|--|--|---|
|  Mariama Fina Barry Candidate N°1 |  Hadjia Kadiatou Condé Candidate N°2 |  Mariama Baldé Candidate N°3 |  Fernande Natuo Manimou Candidate N°4 |  Bountouraby Cis Camara Candidate N°5 |  Fatima Koné Candidate N°6 |
|  Bintougbe Dioubaté Candidate N°7 |  Mariama Ciré Barry Candidate N°8 |  Mariame Touré Candidate N°9 |  Mariama Sy Souaré Candidate N°10 |  Bakama Marcelle Doré Candidate N°11 |  Suzanne Camara Candidate N°12 |
|  Tiguidanké Béréte Candidate N°13 |  Sona Savané Candidate N°14 |  Saran Keita Candidate N°15 |  Hawa cheick N'diaye Candidate N°16 |  Mariam Dianké Diallo Candidate N°17 |  Fatoumata Symbiano Candidate N°18 |
|  Saran Kourouma Candidate N°19 |  Hawa Junior Guilavogui Candidate N°20 |  Mariam Dalanda Bah Candidate N°21 |  Nana Sylla Candidate N°22 |  Maimouna Bangoura Candidate N°23 |  Aissatou Dioumo Diallo Candidate N°24 |



*8194# OK



Une réflexion sur le chemin de l'indépendance de la Guinée unissant les histoires avec la Sierra Leone

Voici une «*Réflexion sur le chemin de l'indépendance de la Guinée : Unissant les histoires avec la Sierra Leone*». Elle offre une exploration profonde du parcours de la Guinée vers l'indépendance, entrelacée de ses liens historiques et culturels avec la Sierra Leone. Il met l'accent sur le rejet résolu de la "Loi Cadre" de la France par la Guinée, un cadre législatif qui accordait une autonomie limitée tout en maintenant le contrôle colonial, et le rôle essentiel joué par le président Sékou Touré pour guider la Guinée vers l'autodétermination. Il met également en lumière les liens culturels durables entre la Guinée et la Sierra Leone, issus de leur passé colonial commun, de leurs luttes pour l'autonomie, et des perspectives de collaboration économique. Et la signification contemporaine de ce lien historique, détaillant l'impact des événements régionaux, tels que le conflit civil en Sierra Leone et les changements politiques en Guinée, sur les deux nations. Il souligne la nécessité de renforcer les relations diplomatiques, la coopération économique, et la promotion de la stabilité dans la région.

Au cœur de l'Afrique de l'Ouest, se déroule une histoire captivante, celle du courage, de la détermination et de la défiance contre la domination coloniale. Aujourd'hui, alors que nous célébrons le remarquable parcours de la Guinée vers l'indépendance, nous nous trouvons non seulement à commémorer l'histoire, mais aussi à redécouvrir les liens culturels durables qui unissent la Guinée à sa nation voisine, la Sierra Leone. En 1958, à peine deux ans avant que la vague de l'indépendance ne balaye de nombreux autres pays africains francophones, la Guinée a fait une déclaration audacieuse. Elle a fermement rejeté la «Loi Cadre» de la France, un cadre législatif qui accordait certains pouvoirs administratifs à ses colonies tout en leur refusant une indépendance totale. Dans le cadre de cet arrangement, la France conservait le contrôle sur des aspects critiques tels que les affaires étrangères, la monnaie et les affaires économiques, reléguant ainsi les colonies au statut de «partenaires juniors.» Cependant, le rejet de la Loi Cadre par la Guinée n'était pas seulement un refus de la domination coloniale ; c'était une proclamation retentissante selon laquelle la Guinée aspirait à contrôler son destin. Lors d'un référendum historique, le peuple guinéen a massivement voté contre la colonisation française. Ce vote négatif a été orchestré par la branche guinéenne du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), une coalition de partis politiques et de groupes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale francophone. À cette époque de changements radicaux, Ahmed Sékou Touré

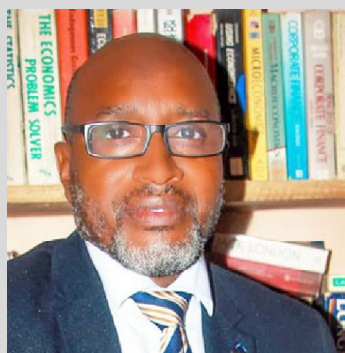
est devenu une figure d'une importance immense. Communément appelé Sékou Touré, il est devenu le premier président de la Guinée, guidant la nation vers l'indépendance et favorisant un esprit d'autonomie en déclarant : «*Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage.*» Ces mots puissants résument l'essence de la lutte de la Guinée pour l'autodétermination et la détermination de son peuple à forger son propre chemin, indépendamment des défis économiques. Ce choix mémorable découlait d'une croyance inébranlable en la véritable liberté, même face à l'adversité, dépassant toute forme de soumission, aussi séduisantes que puissent paraître les promesses de richesse. Après avoir provoqué la France en déclarant son indépendance, la Guinée a dû chercher du soutien ailleurs pour entreprendre la construction de son économie naissante et de l'infrastructure

nécessaire à la nation. Sékou Touré a immédiatement trouvé du soutien au Ghana, qui avait acquis son indépendance un an plus tôt. Touré et le président ghanéen, Kwame Nkrumah, sont devenus des amis personnels et des camarades dans la lutte panafricaine, plaidant pour l'indépendance d'autres États africains. La Guinée s'est également tournée vers l'ancienne Union soviétique pour obtenir du soutien, la transformant ainsi en un champ de bataille proxy chauffé pendant la Guerre Froide. Il est essentiel de souligner que la Guinée et la Sierra Leone ont établi des relations diplomatiques le 20 octobre 1961, un moment crucial de leur histoire. À cette époque, M. Abdoul Karim, qui était l'ambassadeur de la Sierra Leone en Guinée, a présenté ses lettres de créance au président Sékou Touré. Il convient de noter qu'en 1961, la Guinée a joué un rôle crucial en tant que l'un des pays qui ont officiellement soutenu la candidature de la Sierra Leone à l'adhésion aux Nations Unies. Bien que les relations initiales entre les deux nations aient été quelque peu tendues en raison de leur alignement pendant la Guerre Froide, il est crucial de souligner que des améliorations significatives ont eu lieu plus tard, notamment après l'accession au pouvoir de Sir Albert Margai en Sierra Leone en 1964. Ce changement de leadership a ouvert la voie à la signature du Pacte de Défense Mutuelle en 1967, marquant ainsi une étape importante dans leur relation. Alors que nous plongeons dans l'histoire de la Guinée et de ses liens culturels durables avec la Sierra Leone, gardons à l'esprit les mots du président Sékou Touré. Ils nous rappellent les sacrifices consentis et la résilience manifestée par le peuple guinéen dans sa quête de liberté. Ces mots résonnent également avec la lutte africaine plus large pour l'autodétermination et l'indépendance. De plus, il devient évident que la Guinée et la Sierra Leone partagent un passé colonial com-

mun, tous deux façonnés par les puissances européennes, et leurs peuples ont enduré des luttes similaires pour l'autonomie. Ces fils historiques partagés ont donné naissance à des liens culturels, englobant des traditions, de la musique et des coutumes transmis de génération en génération. Ces liens culturels soulignent le potentiel d'une collaboration accrue entre nos nations. La proximité de la Guinée et de la Sierra Leone offre une opportunité unique de coopération économique. Parmi ses pays voisins immédiats, ce sont les événements en Sierra Leone qui ont eu le plus grand impact sur la Guinée ces dernières années. Plus précisément, le conflit civil en Sierra Leone a eu des répercussions significatives sur la Guinée. Nous nous souvenons tous des conséquences de la guerre civile en Sierra Leone, qui ont non seulement déstabilisé la région, mais ont également entraîné un afflux massif de réfugiés en Guinée. Les défis posés par l'accueil de ces réfugiés et la gestion des conséquences de la guerre ont été des moments difficiles pour la Guinée. Réciproquement, l'instabilité politique récente pendant le régime d'Alpha Condé en Guinée a eu des répercussions similaires en Sierra Leone. De plus, les crises économiques en cours en Sierra Leone ont également affecté la Guinée. Les fluctuations économiques dans un pays voisin ont des conséquences sur l'économie régionale, et la Guinée n'a pas été à l'abri des défis économiques auxquels est confrontée la Sierra Leone. Cela souligne à quel point les destins de la Guinée et de la Sierra Leone sont étroitement liés. Les défis et les opportunités qui se présentent à l'une de ces nations ont souvent un impact direct sur l'autre. C'est pourquoi il est d'autant plus crucial que nous travaillions ensemble pour renforcer nos relations, renforcer notre coopération économique et promouvoir la stabilité dans la région.

En fin de compte, alors que nous réfléchissons à l'histoire de la Guinée et de la Sierra Leone, rappelons-nous que nos deux nations sont interdépendantes et que notre succès commun repose sur notre capacité à surmonter ensemble les défis. En continuant à renforcer nos liens et à promouvoir une collaboration positive, nous pouvons construire un avenir meilleur pour notre peuple et pour l'ensemble de la région. De plus, l'une des façons cruciales d'améliorer les liens entre ces nations est de promouvoir des partenariats commerciaux et de réduire les barrières commerciales. Les deux nations ont à gagner économiquement de telles initiatives, qui renforceront également leurs liens. Faciliter la libre circulation des biens et des personnes à travers les frontières est une autre étape essentielle. La simplification des procédures douanières et des passages frontaliers peut stimuler le commerce et l'activité économique tout en favorisant les échanges culturels et les contacts entre les personnes. Au-delà du commerce, l'éducation, la recherche scientifique et les échanges d'étudiants servent d'axes vitaux pour renforcer la collaboration entre la Guinée et la Sierra Leone. En favorisant les partenariats académiques, en partageant les ressources de recherche et en encourageant la mobilité des étudiants, les deux nations peuvent contribuer au progrès éducatif et scientifique de l'autre. Cela renforce non seulement les liens bilatéraux, mais soutient également le développement du capital humain, favorisant l'innovation et la croissance économique. En conclusion, alors que nous commémorons le remarquable parcours de la Guinée vers l'indépendance et célébrons les liens culturels durables entre la Guinée et la Sierra Leone, nous devons également reconnaître les complexités des relations contemporaines franco-africaines. Les problèmes découlant de l'héritage de la Loi Cadre et de la frustration face au néocolonialisme sont réels et ont un impact. Cependant, grâce à la coopération régionale, à l'engagement diplomatique et à un engagement partagé envers la souveraineté, la Guinée et la Sierra Leone peuvent contribuer à un avenir plus radieux et plus équitable. Enfin, alors que nous réfléchissons à cet héritage commun de résilience, renouvelons notre engagement à forger des liens plus forts, tant sur le plan culturel qu'économique, entre nos deux nations. Ensemble, nous pouvons façonner un avenir qui honore notre passé et ouvre la voie à la prospérité et au progrès. ■

Thierno Mohamadou Diallo tmdiallo2019@gmail.com



Également connu sous le nom de Chernor M. Jalloh (CMJ), Thierno Mohamadou Diallo est actuellement candidat au doctorat et chargé de cours spécialisé en gouvernan-

ce, gestion du secteur public et études de développement à l'Institut d'Administration Publique de l'Université de Sierra Leone (IPAM). Auparavant, il a occupé des fonctions à l'Université Gamal Abdel Naser de Conakry et à l'Université Général Lansana Conte de Sonfonia - Conakry (UGLC-SC), notamment en tant que Directeur de Programme et Directeur de la Bibliothèque Américaine. Il est associé au Laboratoire d'Analyse Socio-Anthropologique de la Guinée (LASAG-UGLC-SC) et a été Boursier Fulbright avec des diplômes d'études

supérieures en Politiques Publiques et en Administration Publique. Il est Senior Associate au CMDA-SL, un cabinet de conseil spécialisé dans la gestion des conflits et la recherche-action, et Rédacteur en Chef de la revue EXPO. CMJ est dévoué au changement social, à l'analyse des politiques, au développement éducatif, avec des intérêts couvrant la gouvernance, la gestion des politiques publiques, l'égalité des genres, les affaires internationales, la diplomatie, la recherche et le développement, etc. ■

Par Thierno Mohamadou Diallo, tmdiallo2019@gmail.com

Hadja Andrée Touré publie un livre intitulé : «Ma vie auprès d'Ahmed Sékou Touré»

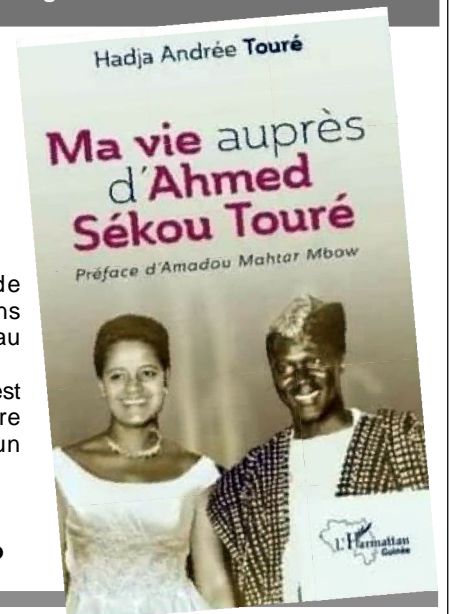
Ma vie auprès d'Ahmed Sékou Touré, est le titre de l'ouvrage que vient de publier l'ancienne Première dame de la République, Hadja Andrée Touré. Il est disponible aux Editions L'Harmattan Guinée depuis le 29 septembre 2023. La veuve du père de l'indépendance guinéenne, raconte ses

années passées auprès de son époux. Elle décrit l'homme que certains de ses opposants prennent pour un monstre ou encore un sanguinaire et auteur des crimes commis au nom de l'Etat guinéen dans le tristement célèbre camp Boiro, aujourd'hui rebaptisé Camp de la garde républicaine. Hadja Andrée fait le portrait d'un leader syndical

et politique qui n'avait d'objectif que de bâtir un pays digne et respecté par ses voisins et son ancien colonisateur, la France. Sékou Touré, l'homme du Non au général De Gaulle, a conduit le peuple à l'indépendance avec un seul souci, celui de renforcer les capacités humaines de ses compatriotes et sa vision consistait à créer des conditions

propices à la dignité de l'homme noir partout dans le monde, à l'égalité et au bien-être de tous. L'ouvrage de 273 pages est préfacé par le centenaire Amadou Mahtar MBow, un panafricaniste convaincu. A lire absolument ! ■

Par Ahmed Tidiane Diallo



Séoul : mettre fin aux conflits au cœur du 9e anniversaire du sommet mondial de la paix

Pendant plusieurs jours, le gigantesque complexe hôtelier, Grand Hyatt qui se situe non loin de l'aéroport international Incheon, dans la capitale sud-coréenne a abrité cette importante rencontre mondiale. Des grandes personnalités issues d'une multitude pôle d'influences politiques, des leaders d'opinion notamment religieux, des acteurs de la société civile et des journalistes ont pris part au 9e anniversaire du Sommet mondial de la paix.

Le lancement de cette rencontre a été marqué par une cérémonie grandiose organisée par l'ONG internationale Heavenly Culture, Paix Mondiale, Restauration de la Lumière (HWPL). Chung Young-min, président du groupe international des jeunes pour la paix a indiqué que l'objectif de mettre fin aux

conflits dans le monde ne peut pas être accompli par un seul pays. «*Nous devons conjuguer nos efforts ensemble. Tous ensemble en étant un, nous pouvons travailler pour atteindre notre objectif*», a-t-il dit. Il a rappelé qu'il y a 9 ans, le président de HWPL a fait deux promesses : le droit international et l'harmonie religieuse. «*Elles*



Chung Young-min, président du groupe international des jeunes pour la paix a indiqué que l'objectif de mettre fin aux conflits dans le monde ne peut pas être accompli par un seul pays. (© DR)

Le Khalife général du Fouta Djallon décède à 88 ans

Le khalife du Fouta Djallon est décédé lundi à Pita, où il est né il y a 88 ans. Elhadj Mamadou Bano Bah a rendu l'âme le lundi 2 octobre 2023 à Pita. Ses obsèques seront célébrées jeudi 5 octobre en présence de délégations étrangères, apprend-on du bureau de la Coordination nationale des Foulbé et Haali Poular de Guinée présidée par Elhadj Alsény Dalaba Barry. Selon la commission d'organisation, une forte présence des membres du gouvernement de la transition est prévue. ■



sont en train de continuer pour être réalisés», a-t-il martelé. Yoon Hyun-sook, président du Groupe international des femmes pour la paix, a estimé que la paix est bel et bien possible. «*Montrer nos actions plus que les mots*», a-t-elle suggéré. Pour y arriver, elle a préconisé entre autres, l'interdiction de la distribution d'armes, la lutte contre les discriminations, ... Dans son speech, elle a salué les investissements du président Lee pour accomplir la paix dans le monde. De son côté, le président de HWPL, Man Hee Lee, est revenu sur son expérience personnelle concernant la guerre. «*Qu'est-ce que nous devons faire pour laisser une bonne chose, un héritage aux futures générations ?*», s'est-il interrogé. «*Je suis allé à*

travers le monde pour cultiver la paix. La paix doit être accomplie dans le monde entier. Pour cela, nous devons accomplir la paix éternelle. Il n'y a pas de plus grand travail que celui-ci. Nous ne pouvons le faire que quand nous sommes vivants. C'est cette résolution que j'ai prise. Nous devons laisser un monde de paix», a préconisé M. Lee. Il a profité de l'occasion dans son discours pour inviter tout le monde à être un «*Messenger de la paix*». «*Je veux voir un monde de paix avant de partir*», a conclu le leader de HWPL. Fatoumata Tambajan, ancienne Vice-présidente de la Gambie, s'est longuement exprimée sur les effets néfastes des changements climatiques. «*C'est un moment critique pour*

l'humanité», s'est-elle alarmée avant d'encourager l'humanité à résoudre les problèmes par des moyens non-violents. La rencontre s'est poursuivie par la remise des prix de la paix de HWPL. Des discours ont ponctué la cérémonie d'ouverture notamment le Pr. Emile Constantinescu, ancien président de la Roumanie, Ahod, Ebrahim Al Haj, Premier ministre de Bangsamoro, une région autonome dans le Mindanao, aux Philippines. Les jours qui ont suivi, d'importantes conférences sur la paix ont eu lieu dans ce vaste complexe hôtelier. ■

Par Alpha Oumar Diallo
<https://verite224.com/>

Sagesse

1 Si vous voulez que vos rêves se réalisent, ne dormez-pas ! faiseurs.

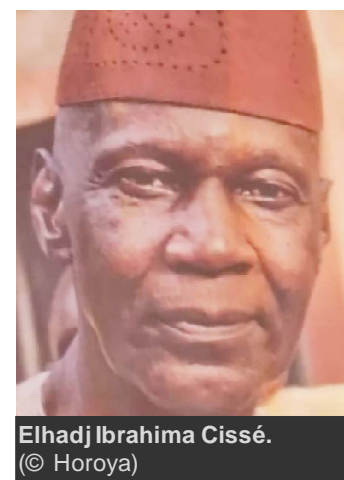
2 Choisis plutôt d'être la queue du lion, que la tête du renard.

3 Trois choses ruinent le monde : l'oppression des serviteurs de Dieu, la justice mal rendue, l'enseignement négligé (ou perverti).

Elhadj Ibrahima Cissé, ancien Directeur général de Horoya, tire sa révérence

Le journaliste et ancien Directeur général du quotidien national Horoya est décédé des suites de maladie le mardi 12 septembre 2023 aux Etats-Unis d'Amérique, a-t-on appris de bonnes sources.

Elhadj Ibrahima Cissé a été inhumé le vendredi 22 septembre 2023 à Conakry. Un hommage lui a été rendu au cours de la cérémonie de levée du corps organisée à la morgue de l'hôpital sino-guinéen de Kipé à Conakry.



Elhadj Ibrahima Cissé.
(© Horoya)

Ancien secrétaire général de rédaction du quotidien national, il a dirigé Horoya de 1992 à 1996. Il devient Chef de cabinet puis conseiller au ministère de l'information et de la communication. Elhadj Ibrahima Cissé laisse dans le deuil sa famille biologique et professionnelle. Il a fait sien les trois principes fondamentaux du secret professionnel, du professionnalisme et de la fraternité. Paix à son âme !

Libre Tribune / La guerre en Ukraine : Les dessous des cartes (3^{ème} partie)

Dans cette troisième partie, Oleg Nesterenko met la lumière sur les « *pilliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine* », « *le sabotage du spectacle des accords de Minsk* » et tout « *ce qu'il fallait démontrer* ».

Bonne lecture !

Le second des trois piliers-porteurs sous-jacents de la guerre en Ukraine est l'affaiblissement de l'économie de l'Union Européenne par le biais de la détérioration maximale des relations entre la Russie et l'Union Européenne.

Les coups d'état en Ukraine

La détérioration maximale et à long terme vise les relations entre la Russie et l'Europe, surtout avec l'Allemagne qui est le point de gravité de la puissance économique européenne, dans le but de l'affaiblissement du principal concurrent direct des américains sur les marchés mondiaux qui n'est personne d'autre que l'Union Européenne.

J'aimerais souligner de nullement affirmer que les zones visées par les « *intérêts* » américains ne présentent pas un manque de démocratie ou des libertés personnelles, en particulier celles du format occidental. Mon affirmation : la présence ou l'absence de ces nobles principes ne font guère partie des raisons des agressions américaines et ne sont que des prétextes affichés les justifiant. Il existe toute une série d'exemples plus que parlant de véritables dictatures, voir sanguinaires et porteuses de législations moyenâgeuses, qui ne sont nullement dérangées par l'occident collectif gravitant autour des USA, voir même soutenues d'une manière active pour une raison simple de leur soumission à la politique étrangère américaine.

Après avoir organisé et réalisé des coups d'état sous la couverture de « *révolutions de couleur* » : en Yougoslavie en l'an 2000 et en Géorgie en 2003 – la révolution « *orange* » a été orchestrée par les USA en Ukraine, en 2004, afin d'y faire tomber le pouvoir de la droite modérée majoritairement pro-russe et d'y créer « *l'anti-Russie* », d'instaurer un nouveau pouvoir de l'extrême droite rus-sophobe permettant d'y mener une politique répondant aux intérêts stratégiques américains. Avec l'arrivée au pouvoir en Ukraine de Viktor Ianoukovytch, en 2010, et de sa politique globalement pro-russe, il était nécessaire de se débarrasser de ce dernier. En profitant des mouvements sociaux en 2014, les Etats-Unis organisent le



Oleg Nesterenko
Président du CCIE
www.c-cie.eu
Ancien directeur de l'MBA,
professeur auprès des
masters des Grandes
Ecoles de Commerce de
Paris, spécialiste de la
Russie, CEI et de l'Afrique
subsaharienne.

coup d'état et remettent en place un pouvoir ultra-nationaliste foncièrement russophobe.

En parlant d'un coup d'état organisé par les USA il ne s'agit nullement d'une spéculation, mais d'un fait prouvé. Non seulement depuis le déclenchement de la guerre que nous vivons aujourd'hui plusieurs déclarations de hauts responsables américains dans ce sens ont eu lieu, mais, en revenant en 2014, nous y trouvons une preuve directe. La preuve qui est un enregistrement d'une conversation téléphonique interceptée et diffusée par les services des renseignements russes : conversation entre Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat américaine pour l'Europe et l'Eurasie, et Geoffrey Ross Pyatt, l'ambassadeur américain en poste en Ukraine à l'époque. L'enregistrement dans lequel Nuland et Pyatt décident et distribuent les sièges au nouveau gouvernement ukrainien et qui accable directement les autorités américaines dans le coup d'état perpétré.

Les adversaires de la Russie auraient bien aimé mettre en doute l'authenticité de l'enregistrement, mais cela n'était guère possible, car Victoria Nuland a commis une très grave erreur : au lieu de nier en bloc la véracité de l'enregistrement dans lequel, entre autres, elle a insulté l'Union Européenne - elle a fait des excuses officielles pour les injures qu'elle a prononcé à l'encontre de l'UE



Après avoir organisé et réalisé des coups d'état sous la couverture de « *révolutions de couleur* » : en Yougoslavie en l'an 2000 et en Géorgie en 2003 – la révolution « *orange* » a été orchestrée par les USA en Ukraine, en 2004, afin d'y faire tomber le pouvoir de la droite modérée majoritairement pro-russe et d'y créer « *l'anti-Russie* », d'instaurer un nouveau pouvoir de l'extrême droite rus-sophobe permettant d'y mener une politique répondant aux intérêts stratégiques américains. (© Fournie)

et, de ce fait, a authentifié la réalité de cette conversation.

En outre, du côté non-gouvernemental, le très controversé George Soros a déclaré, fin mai 2014, dans une interview à CNN, que la filiale de sa fondation en Ukraine « *avait joué un rôle important dans les événements qui ont lieu actuellement en Ukraine* ».

Les coups d'état et l'instauration en Ukraine de « *l'anti-Russie* », réalisés par les Etats-Unis, ne pouvaient ne pas déclencher des contre-mesures stratégiques par la Russie. Les contre-mesures que l'on connaît depuis 2014 et dont on arrive à l'apogée en février 2022.

Le sabotage du spectacle des accords de Minsk

Le respect des accords de Minsk qui aurait instauré une paix durable en Ukraine serait pour les États-Unis d'Amérique une véritable catastrophe géopolitique avec des effets économiques néfastes majeur qui en découleraient. Il était donc vital de les faire échouer.

De 2015 à 2022, ni Paris, ni Berlin n'ont réussi à faire pression sur Kiev dans le format de Normandie pour que l'Ukraine accorde l'autonomie et l'amnistie au Donbass, comme ils auraient pu le faire, pour une raison simple : en la personne du nouveau président de l'Ukraine, l'oligarque Petro Porochenko, venu au pouvoir par le coup d'état de 2014, ce sont les intérêts sous-jacents des Etats-Unis qui y ont été représentés. Les intérêts qui se sont bien mariés avec ceux des nouvelles élites ukrainiennes.

Il était clair que si les accords de Minsk devaient être respectés, les réseaux ultra-nationalistes et néo-nazis de l'Ukraine - le « *bras armé* » du coup d'état

pilote par les Etats-Unis en personne de Victoria Nuland - devait être immédiatement démantelés. Au même instant, le chef de l'organisation paramilitaire ultra-nationaliste « *Sec-teur droit* », Dmytro Yarosh, a clairement déclaré qu'il rejetait l'accord qu'il considère être une violation de la constitution ukrainienne et qu'il comptait poursuivre le combat.

Cette position des forces en croissance exponentielle des ultra-nationalistes convenait parfaitement et aux Etats-Unis et au président Porochenko. Il existe un enregistrement vidéo très récent, daté du 17 novembre 2022, sur lequel l'ancien président de l'Ukraine, Petro Porochenko parle (en anglais) des accords de Minsk qui ont eu lieu en 2015. Il y avoue directement :

« *Je considère que le document des accords de Minsk était un document écrit avec talent. Il me fallait les accords de Minsk, afin d'avoir au moins 4 ans et demi pour former les forces armées ukrainiennes, construire l'économie ukrainienne et entraîner les militaires ukrainiens ensemble avec l'OTAN pour créer les meilleures forces armées de l'Europe de l'Est qui seraient formées avec les standards de l'OTAN* ».

Selon cette déclaration de la personne-clé des accords de Minsk, les réels objectifs des pourparlers n'ont rien eu à avoir avec ceux affichés - recherche d'un modus vivendi - mais ont été uniquement de gagner le temps nécessaire à la préparation d'une grande guerre.

En ce qu'il concerne le récent interview sensationnelle accordée à Die Zeit par l'ex-chancelière allemande Angela Merkel - ceci n'est qu'un écho de la vérité annoncée par Porochenko. Et il serait un gage de myopie politique de dissocier les révélations de Merkel de ses propres « *garanties* » don-

nées au président Ianoukovitch en 2014 et qui ont été l'un des facteurs fondamentaux du succès du coup d'Etat en Ukraine. Les accords de Minsk ont été, en réalité, qu'un spectacle, une mise en scène – et donc sabotés, de facto, avant même leur initiation.

Le sabotage des Nord Stream

Actuellement, les spéculations sur l'auteur des explosions sur les gazoducs russes Nord Stream dans la mer Baltique circulent. Sans même prendre en compte les déclarations non réfléchies des derniers mois émanant de divers responsables américains qui les incriminent grandement, il faut remonter à des années auparavant, afin de constater que le sabotage de l'approvisionnement de l'Union Européenne par la Russie ne fait nullement partie des opérations hâtives « *dans le feu de l'action* » de la guerre en cours, mais entre bien dans les objectifs stratégiques calculés de la géopolitique américaine de long terme. C'est déjà en 2014, que dans une interview télévisée Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat américaine de l'époque, a avoué l'importance stratégique de faire réorienter les approvisionnements en gaz et en pétrole de l'Europe vers l'Amérique du Nord en coupant les gazoducs russes : « *... à long terme, on veut simplement changer la structure de la dépendance énergétique. Faire dépendre davantage de la plateforme énergétique nord-américaine, de la formidable abondance de pétrole et de gaz que nous trouvons en Amérique du Nord...* ». Avec l'explosion des gazoducs Nord Stream I et Nord Stream II l'objectif est, enfin, atteint.

Suite à la page 10

Suite de la page 9

Je laisse à votre jugement si c'est une coïncidence ou pas, le fait que cette déclaration de la responsable de la politique étrangère américaine a eu lieu l'année même du coup d'état en Ukraine organisé par les Etats-Unis - l'année de la prise du contrôle du pouvoir ukrainien par Washington D.C. - qui a mené vers la réorientation totale de la politique ukrainienne, dont on accuse aujourd'hui les conséquences.

Il est clair que, d'une part, une telle destruction n'était pas envisageable en temps de paix, quand aucune communication et conditionnement de l'opinion des masses ne pouvait permettre le moindre doute sur l'unique auteur et bénéficiaire possible d'un tel événement sans précédent ; d'autre part, que la mise hors service des gazoducs russes change immédiatement la structure de la dépendance énergétique européenne et la fait réorienter directement vers la plateforme énergétique nord-américaine, vu la saturation au niveau de la demande auprès des producteurs du golfe Persique.

Le pouvoir corporatif américain accède, enfin, au grand marché énergétique européen et, en même temps, décide des prix de vente qui font réguler les coûts de revient dans les industries du concurrent du vieux continent.

Une balle dans le pied

Les faits de la réalité économique sont têtus : l'un des fonde-



Les faits de la réalité économique sont têtus : l'un des fondements de la concurrentialité des entreprises européennes sur le marché mondial face à ses concurrents direct était, depuis des décennies, l'énergie à des prix bas livrée par la Russie et sécurisée par des contrats à long terme. (© Fourmie)

ments de la concurrentialité des entreprises européennes sur le marché mondial face à ses concurrents direct était, depuis des décennies, l'énergie à des prix bas livrée par la Russie et sécurisée par des contrats à long terme.

L'auto-privation, assumée par les responsables actuels des pays européens, de l'accès à cette énergie rend le sens de l'expression « se tirer une balle dans le pied » bien propre à la situation que les industries de l'UE subiront à court et moyen terme, voir à long terme, si la politique dans ce sens ne connaît pas de changement radical de son vecteur.

Comme un des « effets secondaires » obtenus par les Etats-

Unis sera la désindustrialisation partielle de l'UE qui va directement contribuer au nouveau rêve américain de la réindustrialisation du pays, en déclin depuis les années 1970, et dont la contribution sera apportée par des entreprises européennes énergivores qui ne seront plus en mesure de maintenir leurs activités au niveau habituel sur le continent européen et chercheront de nouveaux débouchés pour le développement sur le continent américain qui préservera les prix de l'accès à des énergies à des niveaux relativement modérés.

En septembre 2022, les prix à la production industrielle en Allemagne ont bondi de 45,8 %,

soit un record historique absolu depuis 1949, année du début des enquêtes statistiques par l'Office fédéral allemand de la statistique. Ce qu'il fallait démontrer.

Par ailleurs, le freinage constant entrepris dans les dernières années par les allemands au niveau de la quasi intégralité des accords dans le domaine de la coopération des industries de l'armement entre la France et l'Allemagne qui pourraient mener au développement significatif de l'industrie de défense européenne autonome, démontre sans nul doute possible la domination politique de l'Allemagne par les Etats-Unis. L'annonce faite par les allemands au déclenche-

ment de la guerre en Ukraine d'une commande de niveau sans précédent d'armements américains ne fait que confirmer la certitude.

Cette domination a mené vers plusieurs succès majeurs supplémentaires américains qui sont l'affaiblissement significatif du concurrent européen dans le domaine de l'armement ; l'élargissement du marché pour l'industrie américaine de l'armement et, surtout, la neutralisation du danger de la création d'un véritable bloc de défense européenne autonome.

Néanmoins, malgré le succès considérable dans le processus de l'affaiblissement de l'économie européenne, le parti démocrate américain, qui est historiquement un pouvoir belliqueux, a commis une erreur stratégique de refuser de suivre les préconisations de Donald Trump, disant qu'il fallait redresser les relations, faire la paix avec l'adversaire traditionnel qui est la Russie, afin que cette dernière ne soit pas un soutien significatif - énergétique et alimentaire - vis-à-vis de l'ennemi majeur des USA qui est la Chine, quand la grande confrontation aura lieu. ■ (A suivre...)

Par Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(www.c-cie.eu), spécialiste de la Russie, de la CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris.

620 832 972 / 655 400 400
Améliorant Pour La Panification

Document/ Le colonel Mamadi Doumbouya à la Nation :

«La Guinée est sur la voie de la réconciliation, du développement et de la prospérité.»

La célébration de l'An 65 ans de l'accession à la souveraineté nationale a été annoncée le 1er octobre 2023 par un discours à la Nation du chef de l'Etat, président de la Transition, et président de la République. Voici l'intégralité de l'adresse du colonel Mamadi Doumbouya.

Mes Chers Compatriotes, Demain, le 02 octobre 2023, la Guinée, notre cher pays, célèbre le 65ème anniversaire de son accession à la souveraineté. Cette fête nous rappelle et galvanise notre fierté, notre dignité comme en ce jour du 02 octobre 1958. Elle célèbre notre liberté recouvrée, exalte la bravoure de nos vaillantes Forces de Défense et de Sécurité et glorifie le courage, le dynamisme de nos femmes, de nos hommes, notamment de notre jeunesse entreprenante, espoir de demain.

Guinéenne, Guinéens, Mes Chers Compatriotes, Ce 65ème anniversaire m'offre encore l'occasion solennelle de vous souhaiter une très bonne fête. Je tiens particulièrement à saluer, au nom de la Nation, nos anciens combattants ainsi que tous les compagnons de l'Indépendance, pour tous les sacrifices consentis pour la défense de notre Patrie et pour cette liberté que nous célébrons aujourd'hui. Hommage à tous nos devanciers, illustres ou anonymes, qui nous permettent aujourd'hui de célébrer cette Indépendance pour laquelle plusieurs d'entre eux ont consacré leurs vies et consenti d'énormes sacrifices.

Guinéenne, Guinéens, Les défis auxquels nous sommes confrontés ne connaissent évidemment pas de réponses simples. Mais, je suis persuadé que nous trouverons ensemble des solutions adaptées, grâce à notre créativité et notre persévérance. Il y a de bonnes raisons de croire en l'avenir, car le chemin déjà parcouru est une preuve éloquente de la résilience de notre peuple. En effet, le 5 septembre 2021, lorsque les Forces de Défense et de Sécurité prenaient leurs responsabilités pour la rectification institutionnelle de notre pays, le tissu social était complètement fissuré, avec une quasi absence des valeurs du vivre-ensemble. Les Guinéens ne se regardaient plus en frères et sœurs. C'est pourquoi le thème central du 65ème anniversaire de notre accession à l'indépendance n'est pas fortuit : «S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble». Ceci, dans le but d'atteindre dans un ordre très précis les trois priorités de la Transition qui portent sur le

SOCIAL, l'ÉCONOMIQUE et le POLITIQUE.

L'état de fragilité sociétale de notre chère Patrie était tel que nous avons trouvé une société complètement gangrénée par le communautarisme et le tribalisme, une cohésion nationale inexistante. La fierté d'être Guinéen était, dès lors, profondément ébranlée. Le premier devoir que nous avons alors était de panser ces plaies et permettre aux Guinéens de se retrouver enfin pour construire un avenir radieux pour nous et pour les futures générations.

Notre société est faite de valeurs et de croyances et nous savons que, quelles que soient les divergences, les Guinéens restent profondément attachés à leur patrie.

Nous continuons d'entreprendre les actions pour resserrer les liens, restaurer la paix, la quiétude, renouer le dialogue et rétablir la confiance entre les populations et les gouvernants. Cependant, il reste encore beaucoup de défis, notamment la réalisation des réformes institutionnelles et politiques pour atteindre les objectifs de bonne gouvernance, afin de bâtir une Guinée unie, prospère, pacifique, où chaque citoyen, quelle que soit son origine ethnique, religieuse ou politique, a sa place et ses droits respectés.

Mes Chers Compatriotes, La situation économique de notre pays est un autre défi majeur que nous devons relever. La Guinée dispose de ressources naturelles abondantes, mais nous devons les exploiter de manière responsable et équitable au profit de tous les Guinéens. Nous sommes déterminés à lutter contre la corruption et à promouvoir la transparence dans la gestion des ressources publiques. Nous travaillons également à diversifier notre économie pour réduire notre dépendance. La transformation des produits locaux est un axe clé de notre processus de développement irréversible. Le secteur agricole est au cœur de notre stratégie de diversification économique. Nous investissons dans l'agriculture pour accroître la production alimentaire et créer des emplois dans les zones rurales.

Nous encourageons également les investissements dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de l'infrastructure et des technologies de l'information pour stimuler la croissance économique. Dans le cadre des secteurs prioritaires comme la Santé, les



Colonel Mamadi Doumbouya : «S'inspirer du Passé pour Construire le futur ensemble, c'est bâtir des institutions fortes, avec une Constitution qui nous rassemble et nous rassemble avec pour seul but les intérêts du peuple souverain de Guinée». (© Le Populaire)

infrastructures et l'Éducation, les réalisations ainsi que les efforts consentis sont visibles par nos concitoyens. Ainsi, la santé n'ayant pas de prix, nous avons mobilisé, et continuons de le faire, d'importantes ressources financières et matérielles pour la rénovation, la construction d'hôpitaux ainsi que de centres de santé de proximité à travers tout le pays, pour donner à nos populations un accès à des soins de qualité, à moindre coût.

En ce qui concerne l'Éducation, nous sommes déterminés à améliorer l'accès à un enseignement de qualité pour tous les Guinéens. L'éducation est la clé du développement de notre pays, et nous investissons dans la construction d'écoles, la formation des enseignants et l'élaboration de programmes éducatifs adaptés.

Des réformes courageuses sont en cours dans plusieurs secteurs, notamment dans la Fonction Publique en particulier, avec la biométrisation des fonctionnaires qui sera bientôt terminée. Celles-ci ouvriront des perspectives d'emploi pour les jeunes, en plus des opportunités considérables qui seront offertes dans le cadre du Projet Simandou.

Mes Chers Compatriotes, La Guinée est sur la voie de la réconciliation, du développement et de la prospérité. Mais, il reste beaucoup de travail à faire, et nous devons le faire ensemble. Chacun de nous a un rôle à jouer dans la construction de l'avenir de notre pays en s'inspirant du passé pour construire le futur ensemble. S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble, ... c'est rétablir le vivre-ensemble, permettre à chaque Guinéenne et Guinéen d'avoir l'amour de son prochain pour un avenir radieux pour tous et pour les futures générations...

S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble, c'est amorcer le processus de développement économique irréversible pour le plus grand bonheur du peuple souverain de Guinée...

S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble, c'est bâtir des institutions fortes, avec une Constitution qui nous rassemble et nous rassemble avec pour seul but les intérêts du peuple souverain de Guinée.

Je tiens à réaffirmer mon engagement pour la Guinée et pour

notre peuple. Je suis convaincu que, grâce à notre unité, notre détermination ainsi que notre solidarité active, nous continuerons à faire face aux défis auxquels notre pays est confronté.

Bonne fête de l'Indépendance à toutes et à tous. Vive la Guinée unie et prospère! Je vous remercie. ■

Colonel Mamadi Doumbouya
Chef de l'État.

GROUPE SCOLAIRE THIERNO MACKA BARRY

Un nouveau cadre d'Enseignement et d'apprentissage pour vos enfants de la 7ème année à la Terminale:

Le Groupe scolaire Thierno Macka BARRY est situé à Taouyah sur la Corniche nord, en face de la concession de la famille Feu Toumani SANGARÉ.

Un cadre confortable, dans un environnement idéal pour les élèves de faire des brillantes études, sous la direction d'encadreurs de grande expérience.

Les inscriptions se font tous les jours de : 09h à 17h.

Contacts: +224 664 29 31 45 / 622 26 27 03 / 625 21 64 35
BP: 3176 Conakry / Email: groupescolairethiernomackabarr@gamil.com


DJ PROD PRÉSENTE

FESTIVAL
PANAF
SHARING AFRICAN MUSIC

6ème édition

03 NOVEMBRE

04 NOVEMBRE 2023

À BRUXELLES

Panaf Village - Conférence débat - Comedie - Concerts

ASSOCIEZ VOTRE IMAGE
www.festivalpanaf.com

FESTIPANAF@GMAIL.COM